

# Insécurité : pour une réelle politique qui a de l'impact pour Edgard Razafindravahy

L'Express - Courrier des lecteurs - 02/07/14

La recrudescence des actes de banditisme s'amplifie. On attend la mise en place de la commission interministérielle d'experts venus de tous les départements concernés. Cette commission a pour rôle de se pencher sur les textes de loi qui mettent en application l'ordonnance régissant les « dina ». Les « dina » constituent des pactes sociaux qui, en quelque sorte, donnent de la légitimité à la justice populaire et qui l'organise dans un souci de légalité orale.

Les « dahalo » continuent d'écumer des zones dans le Sud et dans le Moyen Ouest. Les attaques qui secouent Amboasary Atsimo et ses environs ne sont pas des cas isolés. Les « dahalo » s'organisent en de guérillas armées. Des milliers de bœufs disparaissent. Des villages sont victimes de razzias et sont par la suite incendiés.

Cela dit, existe-t-il une politique de l'État de la lutte contre l'insécurité. Il faut officialiser et clarifier de manière catégorique cette loi sur les Dina avait réagi, rappelons-le, Edgard Razafindravahy, opérateur économique et observateur politique. Estimant que c'est dans la justice foraine et la participation des collectivités comme le « fokonolona » tel que défini et décrit par Le Colonel Richard Ratsimandrava, que réside la vraie solution, l'homme ne mâche pas ses mots en parlant de « bilan macabre » en ce qui concerne l'opération « coup d'arrêt » menée dans le Sud. Il y eut des morts, des blessés. Il note au passage l'absence d'une réelle volonté politique de faire les choses comme elles devraient l'être. Déplorant au passage les dangers de confrontation entre villageois, comme cela s'est passé à Andranombambo et dernièrement à Mandoto.

Des politiciens partagent cet avis. Mais d'autres considérations entrent en ligne de compte : les moyens et les hommes. Comment sécuriser ces 5000 km de côtes. Comment mettre en place des abattoirs dans les normes et mettre un terme aux tueries qui font fi des contrôles sanitaires. Comment contrôler les exportations de bœufs sur pied à cause desquelles le vol des bœufs a pris de l'ampleur selon des grossistes. Il faut également penser à moderniser les marchés de bœufs.

Quid des hommes. Le débat est loin d'être clos. Les dérapages perpétrés par des militaires et des gendarmes sont des faits indéniables. Mais le problème est de fond : c'est le rôle de l'Armée et de la Gendarmerie en matière de défense nationale et de sécurité. Les opinions sont différentes à ce sujet. Edgard Razafindravahy, par exemple, fait partie de ceux qui affirment haut et fort que les militaires doivent revenir à leur éthique et à leurs valeurs. À cet effet, pour lui, il est bon, avant de leur confier des missions bien précises et qui leur reviennent conformément aux dispositions des lois, que les militaires reviennent tous dans les casernes. C'est un signal fort de retour à la normale avant tout éventuel et nouveau redéploiement de forces.

L'échec de la politique contre l'insécurité est une évidence depuis ces dernières années. À preuve, la confiance des éleveurs de gros bétail en la justice n'existe presque plus. On se tourne vers les « Dina », plus terre à terre, plus réaliste et adapté au contexte socio-économique, culturel local et régional. Foara, Dinan'ny menabe, Dina Menavozo, Dinan'ny Melaky, Dinan'i Maintirano. Il a fallu réunir les experts, les juristes pour élaborer une ordonnance qui normalise ces Dina et qui leur donne une envergure nationale. Et légale.

Source : <http://www.lexpressmada.com/blog/opinions/insecurite-pour-une-reelle-politique-qui-a-de-limpact-pour-edgard-razafindravahy-13323>